



RÉPONSE AU POSTULAT

Auteur	AdG/LA Jordan Werner, Schmidhalter-Näfen Doris, Seipelt-Weber Christine (suppl.), Truffer Gilbert
Objet	Fonds FIGI: vue d'ensemble des immeubles nécessaire
Date	15.11.2018
Numéro	5.0383 <i>(En collaboration avec le DFE)</i>

Dans le cadre de la mise en place du fonds FIGI, il est prévu de réaliser un inventaire numérique du parc immobilier de l'État à l'aide d'un système intégral de gestion des immeubles.

Dans un premier temps, on a procédé à une vérification de la liste de tous les biens immobiliers dont l'État est propriétaire ainsi qu'à une actualisation de toutes les données de référence essentielles.

Le parc immobilier de l'État compte en tout 430 objets.

La planification budgétaire 2019, qui contient une liste exhaustive des projets d'investissement prévus, a été confirmée lors de la séance du Grand Conseil du 14 décembre 2018. Le Service des bâtiments, des monuments et de l'archéologie dispose d'une vue d'ensemble des projets (avec le montant d'investissement correspondant) se trouvant actuellement en phase de réalisation ou étant en passe d'être réalisés

Après avoir réalisé l'inventaire numérique du parc immobilier mentionné plus haut, une analyse globale de son état actuel pourra être faite, ce qui permettra de déterminer et de prioriser les besoins en investissement de chaque objet.

Actuellement, 119 objets sont loués par l'État du Valais. Les frais de location se montaient en 2018 à environ 7 millions de francs avec tendance à la hausse. Une liste des objets loués avec les frais de location correspondants n'est pas disponible. Pour pouvoir rendre compte dans les détails des différents prix de location, une plus longue période est nécessaire.

Les nouvelles constructions et les assainissements d'immeubles appartenant à l'État sont effectués en conformité avec les directives et normes en vigueur (standard Minergie).

A l'heure actuelle, 15 immeubles dont l'État du Valais est propriétaire satisfont au standard Minergie. Une liste des immeubles satisfaisant à ce standard est disponible.

Il est recommandé d'**accepter** le postulat.

Conséquences au niveau de l'administration:	oui
Conséquences au niveau des finances:	oui
Conséquences au niveau du personnel (EPT):	oui
Conséquences au niveau de la RPT:	non

Sion, le 26 avril 2019